

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220404-lmc1166388-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 6 avril 2022
Date d'affichage : 06/04/2022

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 4 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/228		
RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'AVUF - ANNEE 2022		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/228

BUREAU DU 4 AVRIL 2022

**O B J E T : R E N O U V E L L E M E N T D E L ' A D H E S I O N A L ' A V U F -
A N N E E 2 0 2 2**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/09/143 du Conseil Métropolitain du 30 septembre 2020 portant adhésion à l'AVUF et désignation des représentants de la Métropole,

VU la délibération n°21/12/406 du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau Métropolitain,

VU les statuts en vigueur de l'AVUF,

CONSIDERANT l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) regroupe plus de 70 villes représentatives : petites villes, villes moyennes et grandes villes, et que l'enseignement supérieur et la recherche sont des éléments clés du développement des territoires,

CONSIDERANT les activités de l'AVUF : enquêtes auprès des villes universitaires, organisation et participation à des colloques, publication de la « Lettre de l'AVUF », partenariat depuis 2004 avec la Lettre Universités & Territoires,

CONSIDERANT que l'AVUF a signé une convention quadripartite, avec la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), la Fédération des Villes Moyennes (FVM) et l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) avec l'objectif d'améliorer la collaboration entre universités et collectivités, dans un contexte de territorialisation de l'enseignement supérieur,

CONSIDERANT que l'adhésion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée permet à cette dernière :

- De disposer d'un centre de ressources pour les questions d'enseignement supérieur, de recherche, de vie étudiante avec des mises en relation sur demande avec des élus ou services d'autres collectivités,
- D'être destinataire d'une veille permanente sur ces questions en ce qu'elles concernent les collectivités territoriales,
- De participer à l'élaboration d'actions et de propositions pour promouvoir l'intérêt des villes universitaires auprès de l'état et des grands acteurs nationaux de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- D'accéder aux colloques, séminaires, sessions de formations à des tarifs réduits, et parfois avec exonération totale de droits d'inscription,
- D'apparaître au sein d'un annuaire interne destiné aux membres et qui présente tous les adhérents (1 page),
- De participer aux commissions et groupes de travail :
 - Campus et Université dans la ville,
 - Vie de l'Etudiant,
 - Valorisation de la recherche et développement économique,
 - Relations internationales et réseau européen,
 - Métropolisation,
 - Universités et carte territoriale,

CONSIDERANT qu'en renouvelant son adhésion à l'AVUF, la Métropole dispose de nombreuses ressources et d'un réseau lui permettant de l'aider à répondre aux besoins du territoire en termes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation,

CONSIDERANT que l'adhésion à l'AVUF, pour l'année 2022, s'élève à 1 500 € TTC, selon l'appel de cotisation joint en annexe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le renouvellement de l'adhésion de la Métropole TPM à l'AVUF, pour l'année 2022, pour un montant de 1 500 € TTC.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole en 2022, opération 1116, article 6281, fonction 23.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Métropole de Toulon Provence Méditerranée

107 boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON cedex 09

Montpellier, le 7 Février 2022

FACTURE N° 2022 - 092

Date	Designation	Montant
07/02/2022	Cotisation annuelle d'adhésion à l'association. Tarif pour l'année 2022 <ul style="list-style-type: none"> o Communes et EPCI de moins de 20.000 habitants : 250 euros o Communes et EPCI de 20.000 à 100.000 habitants : 500 euros o Communes et EPCI de 100.000 à 200.000 habitants : 1000 euros o Commune, EPCI et départements de plus de 200.000 habitants : 1500 euros 	1500€
Total		1500€

TVA NON APPLICABLE, art. 293 B du CGI

N° SIRET : 513 241 000 000 35

Déclaration à la Préfecture de Rouen le 19 novembre 1993

Date de parution au Journal Officiel : 29 décembre 1993

En votre aimable règlement par chèque bancaire ou par virement :

IBAN : FR76 3002 7160 5500 0200 5890 133

BIC : CMCIFRPP



ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

STATUTS

Article 1 : Préambule

Constatant la communauté d'objectifs qui les unit, il est fondé entre les villes universitaires et les établissements publics intercommunaux ayant compétence en matière d'enseignement supérieur adhérant aux présents statuts une Association par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Article 2 : Objet

L'Association a pour objet le regroupement de ces sites universitaires en vue d'exprimer la spécificité de leur vocation et d'assurer la défense de leurs intérêts communs, notamment en ce qui concerne le soutien matériel et financier qu'ils sont en droit d'attendre de l'Etat, des autres collectivités territoriales ainsi que de l'Union européenne.

L'Association se fixe comme objectif d'être un interlocuteur des divers acteurs de l'enseignement supérieur et un lieu d'échange d'expérience, en particulier dans les domaines relatifs au cadre de vie, à l'intégration urbaine et à la citoyenneté des étudiants.

L'Association pourra également entreprendre toute action de formation conforme à sa vocation et utile aux élus et aux fonctionnaires territoriaux.

L'activité de l'Association pourra enfin se développer en direction des villes européennes ou étrangères.

Articles 3 : Durée - Siège

La durée de l'Association est illimitée.

Le siège de l'Association est fixé dans la ville que représente son Président. Il peut être déplacé par la décision du Conseil d'Administration.

Depuis le Conseil d'administration du 17 juin 2014, c'est la communauté d'Agglomération de Reims qui assure la présidence, et le siège de l'association se trouve donc à l'hôtel d'agglomération de Reims :

**Reims Métropole
3 rue Eugène Desteuque - CS 80036
51722 REIMS Cedex**

Article 4 : Composition

L'Association se compose des membres adhérents et de membres associés.

Sont membres les communes ou les établissements publics intercommunaux ayant compétence en matière d'enseignement supérieur, représentés par leur maire, leurs présidents ou par toute personne qu'ils désigneront.

Sont membres associés, sans droit de vote, toute collectivité territoriale ou tout organisme public ou privé concerné par l'objet de l'Association et dont la participation est acceptée par le Conseil d'Administration.

Article 5 : Radiation :

La qualité de membre se perd par :

- La démission,
- La radiation prononcée pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave apprécié par le Conseil d'Administration, sauf recours à l'Assemblée Générale.

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6 : Composition de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale comprend tous les membres de l'Association. Elle délibère valablement par le vote d'un quart des membres présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas réuni, l'Assemblée est convoquée à nouveau et, lors de la seconde réunion, délibère valablement quel que soit le nombre de sociétaires présents mais seulement que les questions mises à l'ordre du jour de la convocation initiale.

Le Maire et le Président d'un EPCI peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix. Ils peuvent également donner procuration à tout adhérent de l'Association, ayant droit de vote à l'Assemblée Générale.

Les délibérations sont prises à la majorité des votes des membres présents ou représentés.

Article 7 : Rôle de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale élit en son sein un Conseil d'Administration dont elle fixe le nombre et pour une durée de trois ans.

Elle se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Conseil d'Administration et sur un ordre du jour définit par ce dernier ou sur la demande motivée d'un quart au moins de ses membres.

Elle entend les rapports sur les activités et la gestion financière de l'Association et sur toute autre question mise à son ordre du jour.

Elle fixe, chaque année, le montant de la cotisation demandée aux membres.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les autres questions inscrites à son ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Article 8 : Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, élu par l'Assemblée Générale selon les modalités de l'article 7, est renouvelé tous les trois ans. Les membres sortants sont rééligibles. En cas de vacances d'un ou plusieurs sièges, la prochaine Assemblée Générale pourvoit au remplacement. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à la date où devait expirer le mandat des administrateurs qu'ils ont remplacés.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres et pour la même durée un Président, des Vice-présidents, un Trésorier et un Secrétaire Général.

Article 9 : Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'un quart de ses membres.

Il assure, d'une manière générale, la gestion de l'Association et délibère sur les affaires inscrites à son ordre du jour par le Président ou par l'un de ses membres.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles, sur la base de justifications dûment produites.

Article 10 : Président

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses courantes et met en place les collaborations et les missions décidées par le Conseil. Il peut donner délégation aux Vice-présidents.

Il peut ester en justice pour défendre l'Association mais ne peut agir comme demandeur qu'avec l'autorisation du Conseil.

Article 11 : Délégué Général

Le secrétariat de l'Association est assuré par un Délégué général qui a délégation permanente du Président du Conseil d'Administration pour tous les actes relatifs au fonctionnement de l'Association.

Ce Délégué a notamment pour charge d'entretenir, par tous moyens appropriés, des liens avec le Ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, avec les autorités universitaires et avec tous les organismes concernés par la réalisation des objectifs de l'association.

Articles 12 : Ressources

Les ressources de l'Association sont déterminées chaque année par l'Assemblée Générale.

Outre les cotisations de ses membres, l'Association pourra recevoir des concours financiers de l'Etat, des collectivités territoriales ou de l'Union européenne : Le Président, en accord avec le Conseil d'Administration, est habilité à entreprendre toute démarche en ce sens.

L'Association pourra également recevoir tous legs, donc, subventions de personnes physiques ou morales, après acceptation par le Conseil d'Administration.

Ses fonds sont gérés et répartis sous la responsabilité conjointe du Président et du Trésorier.

Article 13 : Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale, sur propositions du Conseil d'Administration ou du quart des membres de l'Association. Dans l'un et l'autre des cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale ou d'une Assemblée Extraordinaire convoquée à cet effet.

L'Assemblée, pour pouvoir procéder valablement à la modification des statuts, doit se composer de la moitié au moins des membres en exercice, présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée à nouveau et peut alors délibérer quel que soit le nombre de présents ou représentés.

Article 14 : Dissolution

En cas de dissolution, qui ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux-tiers, l'Assemblée Générale désigne un commissaire chargé de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de la loi et du décret de 1901 précités.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 4 novembre 1993

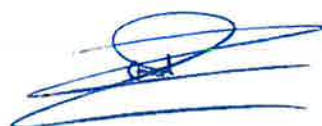
Modifiés à Paris, le 9 juillet 2008, à Montpellier le 2 décembre 2011, et à Reims le 25 septembre 2014.

La présidente



Catherine VAUTRIN

Le Secrétaire Général



Romain BOST